

**MALDIVES**

**Arrestation de manifestants pacifiques**

*Index AI : ASA 29/003/2005*

*ÉFAI*

Vendredi 12 août 2005

**DÉCLARATION PUBLIQUE**

Amnesty International s'inquiète de l'interpellation et du placement en détention d'au moins sept militants politiques dans la capitale Malé ce jeudi 12 août. Les personnes détenues sont membres du Parti démocratique maldivien (*Maldivian Democratic Party, MDP*), un parti d'opposition nouvellement créé. Ils ont été interpellés lors d'une manifestation sur la place principale de la capitale. Il se serait agi d'un rassemblement pacifique.

Parmi les personnes détenues se trouve le président du MDP, Mohamed Nasheed. Sont également détenus, entre autres, Ahmed Abbas, Latheefa Umar, Jennifer Latheef, Ahmed Mohamed Fomy et Ali Riyaz. Plusieurs des personnes détenues, notamment Aminath Shareef, auraient été frappées par la police au moment de leur interpellation. On pense que les détenus ont été transférés pour interrogatoire au centre de détention de Dhoonidhoo, une petite île près de Malé. Le gouvernement a interdit les rassemblements publics et l'on craint que d'autres militants politiques ne soient arrêtés et ne fassent l'objet de mauvais traitements dans les jours à venir.

Amnesty International réclame pour les détenus un procès équitable, conformément aux droits internationalement reconnus de tous les prisonniers à un procès équitable dans un délai raisonnable, ou leur remise en liberté. Les détenus ne doivent en aucun cas subir d'actes de torture ou autre traitement cruel, inhumain ou dégradant. Ils doivent avoir la possibilité immédiate de consulter librement un avocat de leur choix, de recevoir la visite de membres de leur famille et de bénéficier des soins médicaux que leur état pourrait nécessiter.

**Complément d'information**

Les personnes interpellées ce jeudi 12 août faisaient partie d'un groupe plus important de personnes qui s'étaient rassemblées sur la place principale de Malé pour y commémorer la date anniversaire de la vague d'arrestations de militants et dirigeants

de l'opposition les 12 et 13 août 2004. À l'époque, les arrestations avaient eu lieu après des manifestations de masse organisées pour réclamer des réformes politiques. Les personnes interpellées alors, parmi lesquelles des parlementaires, auraient été maltraitées en garde à vue et détenues sans inculpation ni jugement pendant plus de deux mois. Des témoignages détaillés et concordants rassemblés par une délégation d'Amnesty International lors d'une visite aux Maldives en octobre 2004 ont fait état de détenus menottés, un bandeau sur les yeux, pendant parfois dix-neuf heures d'affilée, ou contraints de rester assis sans bouger sur une chaise ou à un même endroit pendant plusieurs heures durant cette période ; certains auraient été agressés physiquement, privés de nourriture ou auraient subi des violences sexuelles. Personne n'a été traduit en justice pour ces violences. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**